

# Appel à la Marche du 9.11.2019

Samedi 9 novembre, nous marcherons en mémoire des 8 personnes tuées dans les effondrements de la rue d'Aubagne, et de Zineb Redouane, assassinée par la police. Ces morts ne sont pas des accidents mais bien le résultat d'une politique urbaine de spéculation et de profit, qui chasse les populations les plus précaires du centre-ville. À Marseille comme ailleurs, l'État et ses sous-traitants du système d'asile (OFII, PADA, 115...) se dérobent à leurs obligations légales et refusent aux exilé·e·s le logement qui leur est dû. Au sein des hébergements institutionnels, les grands bailleurs (ADOMA, Sara Logisol, Forum Réfugiés, Groupe SOS, 3F) appliquent avec zèle les directives de l'État et cautionnent toutes les politiques de contrôle, de surveillance et de privation de liberté.

Le Conseil départemental s'assoit sur les lois et les conventions internationales et abandonne les mineur·es isolé·es: ils et elles attendent de longs mois sur les trottoirs de Marseille avant qu'une mise à l'abri leur soit proposée. Les femmes enceintes ou avec enfants ne sont pas mieux traitées: elles restent à la rue jusqu'à l'heure de leur accouchement et y retournent à leur sortie de l'hôpital. Le squat Saint-Just qui a ouvert l'hiver dernier pour dénoncer toutes ces pratiques est expulsable dès la fin du mois de janvier! Pas de trêve hivernale applicable pour plus de 300 personnes en grande détresse et dont les droits fondamentaux sont piétinés par l'État, le département et ses prestataires

Sans gêne, les sous-traitants de l'État en charge de fournir les « conditions matérielles d'accueil » (PADA, ADDAP...) se dédouanent de leurs responsabilités et renvoient vers des collectifs bénévoles tels que le Manba et le 59 St Just. Lorsque ces derniers trouvent des solutions précaires (squats, campements...), l'État les expulse. Une fois à la rue, ces personnes subissent le harcèlement policier, qui sert la politique de gentrification forcée du centre ville: dans la ville lisse et aseptisée que la mairie prépare pour les touristes, les exilé·es n'ont pas leur place. Caméras de surveillance et contrôles au faciès s'assurent bien que tout exilé·e trop visible dans le centre ville finira enfermé·e dans un centre de rétention.

Début septembre, Euroméditerranée (immense projet de rénovation urbaine et donc de gentrification) met 450 personnes à la rue. Cinq jours plus tard les campements de fortune qu'ils ont construits sont démolis par la police, et leurs affaires et papiers sont jetés aux ordures. La précarité provoquée par ces expulsions à la pelle, plus intenses que jamais à la veille de la trêve hivernale, fait le bonheur des marchands de sommeil qui pullulent dans la ville. Ils sont la seule solution pour beaucoup d'exilé·es, quitte à payer des loyers exorbitants pour des logements insalubres et ciblés par les arrêtés de péril.

## Collectif El Manba et Saint-Just

Stop expulsions! Stop gentrification!  
Pour la liberté de circulation et d'installation!  
Mise à l'abri et logement pour tou·tes!  
En attendant, ouvrons, réquisitionnons, occupons!

# Appel à la Marche du 9.11.2019

Samedi 9 novembre, nous marcherons en mémoire des 8 personnes tuées dans les effondrements de la rue d'Aubagne, et de Zineb Redouane, assassinée par la police. Ces morts ne sont pas des accidents mais bien le résultat d'une politique urbaine de spéculation et de profit, qui chasse les populations les plus précaires du centre-ville. À Marseille comme ailleurs, l'État et ses sous-traitants du système d'asile (OFII, PADA, 115...) se dérobent à leurs obligations légales et refusent aux exilé·e·s le logement qui leur est dû. Au sein des hébergements institutionnels, les grands bailleurs (ADOMA, Sara Logisol, Forum Réfugiés, Groupe SOS, 3F) appliquent avec zèle les directives de l'État et cautionnent toutes les politiques de contrôle, de surveillance et de privation de liberté.

Le Conseil départemental s'assoit sur les lois et les conventions internationales et abandonne les mineur·es isolé·es: ils et elles attendent de longs mois sur les trottoirs de Marseille avant qu'une mise à l'abri leur soit proposée. Les femmes enceintes ou avec enfants ne sont pas mieux traitées: elles restent à la rue jusqu'à l'heure de leur accouchement et y retournent à leur sortie de l'hôpital. Le squat Saint-Just qui a ouvert l'hiver dernier pour dénoncer toutes ces pratiques est expulsable dès la fin du mois de janvier! Pas de trêve hivernale applicable pour plus de 300 personnes en grande détresse et dont les droits fondamentaux sont piétinés par l'État, le département et ses prestataires

Sans gêne, les sous-traitants de l'État en charge de fournir les « conditions matérielles d'accueil » (PADA, ADDAP...) se dédouanent de leurs responsabilités et renvoient vers des collectifs bénévoles tels que le Manba et le 59 St Just. Lorsque ces derniers trouvent des solutions précaires (squats, campements...), l'État les expulse. Une fois à la rue, ces personnes subissent le harcèlement policier, qui sert la politique de gentrification forcée du centre ville: dans la ville lisse et aseptisée que la mairie prépare pour les touristes, les exilé·es n'ont pas leur place. Caméras de surveillance et contrôles au faciès s'assurent bien que tout exilé·e trop visible dans le centre ville finira enfermé·e dans un centre de rétention.

Début septembre, Euroméditerranée (immense projet de rénovation urbaine et donc de gentrification) met 450 personnes à la rue. Cinq jours plus tard les campements de fortune qu'ils ont construits sont démolis par la police, et leurs affaires et papiers sont jetés aux ordures. La précarité provoquée par ces expulsions à la pelle, plus intenses que jamais à la veille de la trêve hivernale, fait le bonheur des marchands de sommeil qui pullulent dans la ville. Ils sont la seule solution pour beaucoup d'exilé·es, quitte à payer des loyers exorbitants pour des logements insalubres et ciblés par les arrêtés de péril.

## Collectif El Manba et Saint-Just

Stop expulsions! Stop gentrification!  
Pour la liberté de circulation et d'installation!  
Mise à l'abri et logement pour tou·tes!  
En attendant, ouvrons, réquisitionnons, occupons!